



MOJOCA

Bulletin de liaison du réseau d'amitié et de solidarité avec les jeunes des rues de Guatemala Ciudad.

Oui, aussi étonnant que cela puisse paraître, les jeunes de la rue ont pas mal de choses à nous apprendre. Nous l'oublions parfois et risquons de tomber dans l'amitié "à sens unique". Ou de renforcer des images stéréotypées de ces jeunes (voir encadré).

Ce qui frappe d'emblée, c'est le sens de la solidarité qui anime ces jeunes de la rue. Entre eux, pas de limites à l'accueil et au soutien mutuel. Le sens du partage aussi. Je me souviens de Maria Elena et de Kenia, deux jeunes filles du Mojoca de passage en Belgique. Elles refusaient tout cadeau... à moins de pouvoir le partager avec les autres occupantes de la Maison du 8 mars où elles résidaient.

Et puis cette énergie, ce ressort qui les pousse à réaliser leurs rêves, à s'organiser, à refuser la misère et la relégation. A revendiquer leurs droits. Quelle leçon !

Alors on comprend mieux la réponse de Gérard Lutte (qui, à 80 ans, vit avec ces jeunes) à Aménis, une élève de 5^e primaire à Evere. Elle lui demandait : "Où trouves-tu la force de continuer à travailler avec les jeunes de la rue ?" Réponse : "Je me trouve bien avec eux parce qu'elles et ils ont le sens de l'amitié, une amitié fidèle, délicate, inventive. Donc je ne dois pas chercher la force ailleurs parce que je me sens bien avec eux."

"Pendant un cours avec des étudiants en sciences de l'éducation de l'Université de Milan, je me suis rendu compte que le Mojoca avait beaucoup à leur apprendre. J'avais demandé à ces étudiants, répartis en 6 groupes, d'élaborer un projet éducatif pour des jeunes marginalisés. Je fus très surpris de découvrir que, dans des projets très détaillés, ils ne pointaient que des aspects négatifs liés à ces jeunes. Ils ne parlaient jamais de leurs forces. Et, bien sûr, pas de traces d'autogestion ou même de cogestion.

Aucune trace des changements nécessaires pour s'attaquer aux causes de la relégation de ces jeunes."

Gérard Lutte

Les jeunes de la rue

Des filles, souvent mamans dès 15 ans, et des garçons que la pauvreté et la violence ont poussés à quitter leurs familles pour vivre dans la rue. Ils y sont exposés aux trafiquants et aux milices que sécrète un régime autoritaire et violent.

Le Mouvement

Ils y trouvent des lieux de formation, de guidance sanitaire et psychologique, de convivialité et deux maisons de vie collective qu'ils prennent en charge avant de voler de leurs propres ailes. Avec les éducateurs, ils prennent les décisions et fixent les règles de vie, dans une forme d'autogestion. Cela amène bon nombre d'entre eux à quitter la rue et à entrer dans la vie active.

La solidarité

C'est d'abord faire connaître le réseau d'amitié et créer un mouvement de solidarité avec ces jeunes qui sont les premières victimes du système économique mondialisé. Ce système provoque l'exode rural, des écarts de revenus et de conditions de vie inouïs et, au bout du compte, toutes les formes de violence qui font des ravages dans toutes les grandes villes du Sud.

C'est aussi participer aux activités du Réseau : concerts, conférences, animations dans les écoles, diffusion de l'information, ...

C'est bien évidemment soutenir financièrement les nombreuses activités du Mouvement !

Moments forts, signes d'espoirs

Jacqueline Englebort assure le secrétariat du réseau belge d'amitié avec les filles et les garçons des rues.
Elle en était, en février, à sa troisième visite au Mojoca, avec son mari et son fils Benoit (trisomique).
Trois semaines de rencontres fortes et chaleureuses.
Extraits de son journal.

La "ocho"

"La maison du 8 mars est grande mais bien remplie, nous n'arriverons jamais à retenir les prénoms de tout le monde. L'espace qui servait de salle à manger au début de l'existence de la maison est maintenant transformé en une grande chambre supplémentaire pour pouvoir accueillir tout le monde. Nous irons souvent tout au long du séjour, cuisiner et manger avec Gérard et parfois avec les filles. Le va-et-vient constant des enfants est amusant, ils viennent nous prendre par la main, nous demandent de les pousser sur la balançoire, rient de voir Benoit danser avec les filles, viennent cajoler l'abuelo (grand-père, comme ils appellent Gérard) et s'asseoir sur ses genoux. Même s'il y a certainement des tensions comme dans toute vie en communauté, on sent une solidarité entre les filles, elles s'occupent toutes un peu de tous les enfants même de ceux qui ne sont pas les leurs, si bien que nous avons parfois du mal à savoir qui est l'enfant de qui.

Là aussi, Gérard nous montre, tout fier, ce qui a changé : on a construit un escalier qui débouche sur le toit, une immense terrasse où les filles peuvent pendre le linge et où les enfants peuvent jouer même à vélo."

A l'école

"Dans la classe de deuxième niveau, Irma l'institutrice est là ; certains font des exercices d'écriture, deux autres lisent un livre sur lequel elle leur posera des questions. Certains sont très appliqués, d'autres un peu moins, un autre encore sous l'effet de la drogue prise la nuit, dort sur la table. Osman ne me reconnaît pas alors que nous nous étions connus en 2006, il est retourné à la rue et est



aussi sous l'effet de la drogue prise la nuit. Mais avant la fin de notre séjour, il reviendra, nous le retrouverons à la maison des garçons et il prendra même goût à la couture, nous le retrouverons dans cet atelier pour aider à finir les 250 porte-monnaie commandés par une ancienne volontaire."

La maison des garçons

"Il nous reste à visiter la maison des garçons que nous ne connaissons pas encore. Nous frappons à la porte d'une grande maison à la belle façade jaune et là aussi surprise : nous entrons dans une maison très spacieuse, plus grande que celle des filles, avec un patio à l'avant et une grande cour à l'arrière, au bout de laquelle se trouve maintenant l'atelier de menuiserie. Douze garçons y habitent, ils ont de l'espace pour se défouler et on dirait qu'il y règne une bonne ambiance. Nous mangerons deux fois avec eux ; le chocolat belge comme dessert est apprécié et ils voudraient tous venir visiter la Belgique. La seconde fois, nous ne voyons pas d'éducateur. "L'éducateur n'est pas là aujourd'hui ?" "Si, le voilà" Et ils désignent Maurizio, jeune sorti de la rue et qui est à l'essai pour un mois pour la fonction d'éducateur.

Le couple Maurizio-Cristina est un bel exemple de l'objectif atteint du Mojoca : il était pensionnaire à la maison des garçons, elle à la maison des filles et ils s'installent dans une vie indépendante dans leur appartement, Maurizio travaille à la maison des garçons et Cristina au restaurant "La Casa de Cervantes". Là, travaille aussi Rosa, de la maison du 8 mars, après avoir suivi l'école le matin. Nous irons manger quelques fois dans ce restaurant qui est un restaurant solidaire et boutique de commerce équitable ; autant aller là que dans un autre puisqu'il donne du travail à deux jeunes du Mojoca et on y mange bien." (suite p. 5) ➤

Dans la rue

"La rencontre avec le deuxième groupe se fait avec Morel, Berta l'infirmière et un travailleur d'Aprofam qui anime avec un punch incroyable un jeu de lotto ciblé sur les maladies sexuellement transmissibles. Là, c'est un peu plus choquant, ils sont sales, assis sur des vieux matelas, deux ne participent pas et dorment, encore sous l'effet de la drogue.

Puis, éducation à l'hygiène : Berta leur administre un shampoing (probablement contre les poux) ; pour rincer les cheveux, elle et Morel vont demander des seaux d'eau chez les habitants du voisinage, certains acceptent d'autres refusent et il faut aller demander plus loin, m'explique Berta. La scène était plutôt cocasse d'une des filles qui attendait, le shampoing sur les cheveux, que Berta ait pu trouver de l'eau pour les rincer. René dit qu'ils sont déjà venus à l'école du Mojoca, mais sont très peu réguliers. Il ne faut pas perdre espoir pour eux non plus."

Ca vaut vraiment la peine

"Le plus satisfaisant a été de voir plusieurs jeunes rencontrés dans la rue lors de visites précédentes, vivre maintenant en-dehors de la rue et travailler ou exercer une fonction au Mojoca. Oui, il y en a



qui sont venus, puis retournés à la rue, puis revenus, puis repartis ; c'est difficile de quitter la liberté de la vie dans la rue et la drogue d'un plein coup. La plupart finiront par comprendre que le Mojoca est la meilleure solution et reviendront. Gérard dit qu'il faut souvent deux ou trois tentatives avant de décider de quitter définitivement la rue et qu'il ne faut jamais perdre espoir. Ines était dans la rue lors de notre première visite en 2004, elle est entrée à la maison du 8 mars à son début, puis retournée dans la rue, elle est maintenant de nouveau à la maison du 8 mars et décidée à quitter la rue, motivée maintenant aussi pour sa fille. Elle exerce la fonction de responsable de l'école et assure le remplacement en cas d'absence de l'enseignante. Gérard dit qu'il faut faire confiance aux jeunes, qu'il ne faut pas voir la personne uniquement comme elle est sur le moment mais ce qu'elle peut devenir.

Quand on voit tous ces résultats sur les jeunes, leurs activités, leur bonheur d'être là, l'éducation que les filles peuvent donner à leurs enfants, voir ces enfants grandir en-dehors de la rue, oui, le Mojoca vaut vraiment la peine d'exister. Nous devons vraiment l'aider à pouvoir continuer.

Ils ont tous, jeunes et travailleurs, une grande reconnaissance pour ce que les réseaux d'amitié font pour eux. Nous avons reçu des remerciements à n'en plus finir que nous devons vous transmettre à vous tous, membres du Réseau d'amitié de Belgique."

A lire

Enchaînant avec notre bulletin "Guatemala, connais pas", nous découvrons avec plaisir un numéro récent de la revue de l'ONG Frères des hommes, sous le titre "Guatemala, pays oublié des médias" (n° 96, mai 2009).

Dans le journal Le Soir du 26 mai, l'excellent journaliste Jean-Paul Marthoz consacrait sa rubrique "Enjeux" à la situation d'extrême violence dans le pays, sous le titre évocateur "A l'épicentre de l'impunité" (voir extrait, page 3).

Sur les jeunes marginalisés, nous relevons deux références récentes. Nos amis de la revue "Quart Monde" consacrent leur numéro de février 2009 (n° 209) aux "Droits de l'enfant en action" et on peut y lire un portrait de Lorena du Mojoca.

Le livre "Vivre et survivre à Mexico, enfants et jeunes de la rue" (Ed. Karthala) est un imposant travail d'ethnologie urbaine. Il apporte des éclairages précieux sur plusieurs questions comme 'représentations sociales des jeunes de la rue', 'stratégies de réponse face à l'adversité', 'relations sociales et réseaux de sociabilité', etc.

Je bouge, tu bouges, elles/ils bougent...

Mojocolat

Le rêve de fabriquer et de vendre du chocolat "à la belge" avec les jeunes de la rue se poursuit. Lors de son passage en Belgique, Gérard Lutte a visité une chocolaterie artisanale à Prouvy. Surprise, le chocolatier y utilise entre autres des fèves en provenance de l'Equateur.

Mieux encore, un groupe de jeunes bruxelloises et bruxellois, autour de Rachida et de Selma, a pris le projet en "bonnes mains". En étroite collaboration avec le Réseau et le Mouvement, ce groupe va avancer dans les contacts, les recherches de sponsors et le financement de l'opération. Vive le Mojocolat !

Coopérative

Grâce à un financement de la coopération italienne, le projet de coopérative va prendre forme dans les mois qui viennent. Achat d'un atelier, statuts, formation, recrutement et engagement de travailleurs "jeunes de la rue".

Le projet démarrera avec la boulangerie-pâtisserie. Fabrication de chocolat et de crèmes glacées suivront.

Une étape très importante pour le Mojoca !

Cardijn – Athus

Les élèves, les professeurs et la direction ont décidé de consacrer une partie des fruits de leur marche parrainée à soutenir les jeunes du Mojoca. Des rencontres bien vivantes avec des classes intéressées ont précédé la marche. Des élèves ont proposé de vendre de l'artisanat aux parents. Merci à toutes et à tous.

Solidarité Mondiale

Bonne nouvelle : Solidarité Mondiale, l'ONG du Mouvement ouvrier chrétien (MOC), a décidé de soutenir les projets de micro-entreprises à hauteur de 10.000 euros. Voilà qui ouvre de belles perspectives.

80 ans !

Nous avons fêté les 80 ans de Gérard à Dion-Valmont dans une ambiance très chaleureuse. Son passage en Belgique a permis d'entretenir des liens d'amitié (Orval, Thalitakoum), de finaliser un projet avec Solidarité Mondiale, de créer un nouveau groupe (voir Mojocolat) avec de jeunes bruxellois et de réfléchir à l'avenir du Mouvement avec les amis du Réseau italien.

En Italie, Gérard a aussi multiplié rencontres et contacts très riches qui débouchent entre autres sur des projets artistiques et une collaboration scientifique avec l'université de Milan.



Clair-Vivre

A Evere, l'école communale de pédagogie Freinet a suivi la suggestion d'Aménis (5^e primaire) et invité Gérard Lutte à parler des jeunes et de son engagement (voir édito, p.1).

Une très belle rencontre avec les jeunes, suivie d'une très belle soirée avec quelques parents et une envie de faire mieux connaître Célestin Freinet aux éducateurs de l'école du Mouvement.

CONTACTS

Jacqueline Englebort : 063.41.39.12
Jacques Liesenborghs : 063.67.67.01

Courriel : mojoca@skynet.be

CDR, rue du Monument, 7, B 6730 ANSART

A Bruxelles : Anne Serck : 02.772.16.76

A Liège : Marta Reiguero : 0485.95.98.87
Luis Davila : 0484.58.40.84

En Brabant W. : André Stuer : 010.68.99.12



SOLIDARITÉ

Les dons sont à verser sur le compte 000-0000028-28 de Oxfam-Solidarité, rue des Quatre-Vents, 60 à Bruxelles avec la mention « GLA/00086 ANSART » (attestation fiscale à partir de 30 euros/an)

S'INFORMER

Livres, vidéo, DVD, photos disponibles.
Bulletin de liaison : 2 fois/an

Avec le soutien de la Province du Brabant Wallon et de la Province de Luxembourg, cellule de la coopération au développement.

Un site : www.amistrada.net (multilingue)

A l'épicentre de l'impunité

Gabriel Garcia Marquez aurait pu écrire une nouvelle version de son livre *Chronique d'une mort annoncée*. Il aurait pu imaginer cette improbable et tragique destinée d'un homme qui, quelques jours avant sa mort, dénonce son assassin.

Au Guatemala, la fiction est devenue réalité. Le 10 mai, un avocat, R. Rosenberg, est abattu alors qu'il roule à vélo dans la capitale. Simple fait divers ? L'année dernière, 6.500 personnes ont été assassinées dans ce pays tourmenté d'Amérique centrale. Mais brusquement, une vidéo apparaît dans laquelle la victime accuse l'actuel président Alvaro Colom d'avoir commandité le crime. Le gouvernement crie à la machination. Le pays se déchire.

Cette affaire a braqué les projecteurs de l'actualité sur un pays oublié. Ou plutôt sur un pays dont beaucoup aimeraient qu'on oublie une partie essentielle de la réalité et, surtout du passé.

Le Guatemala se présente fièrement comme l'une des plus belles destinations touristiques d'Amérique centrale. La beauté de ses paysages volcaniques, la luxuriance de ses forêts et la magnificence de sa civilisation maya lui accordent une place de choix dans les magazines de voyage sur papier glacé.

Mais cette république de 13 millions d'habitants se décrit aussi comme une démocratie. Comme s'il suffisait d'avoir un gouvernement élu pour se targuer de pareille qualité. "Il n'y a pas de démocratie là où règne l'impunité", écrit le juge espagnol B. Garzon. Or, le Guatemala se dresse à l'épicentre de l'impunité...

L'affaire Rosenberg est venue remuer des "eaux pourries" que beaucoup auraient préféré laisser dormantes. Des effluves du passé remontent à la surface.

Le "fait divers" débouche ainsi sur une leçon d'histoire et tout un système est mis à nu. Celui d'un "certain Guatemala" qui, sous prétexte de lutter contre la subversion communiste, s'est rendu coupable entre le coup d'état de 1954 et les accords de paix de 1996, de la mort de plus de 200.000 personnes et a perpétré, selon la terminologie de l'ONU, un génocide contre ses populations indiennes.

Une caste civile et militaire a exigé l'amnistie de ses crimes ; et elle continue, malgré le retour de la "démocratie", à intimider et éliminer. C'est dans ce passé qui ne passe pas, dans ce labyrinthe de trompe-l'œil et de chasse-trappe qu'intervient l'affaire Rosenberg.

Dans un livre publié en 2007 et considéré comme un modèle du journalisme d'investigation judiciaire, *The art of political murder*, l'écrivain américano-guatemaltèque F. Goldman offre les clés de ce Guatemala interdit.

Enquêtant sur l'assassinat en 1998 de l'évêque Gerardi, coordinateur d'un rapport dévastateur sur le terrorisme d'Etat, il dévoile "l'Etat profond guatemaltèque". Une camarilla de militaires, d'active ou retraités, d'agents de sécurité et de membres de l'oligarchie, qui protège tous ceux qui ont été directement impliqués dans les "années de plomb".

La délinquance qui assaille aujourd'hui le Guatemala au rythme de 16 assassinats par jour, est alimentée par cette brutalité "officiuse". Alors que ce ministère de la peur plaide pour la poigne de fer contre les gangsters, c'est lui qui attise le crime. Derrière les trafiquants de drogue et les preneurs d'otages, rôdent les agents des services d'insécurité et les gardiens du désordre établi. Les collusions sont telles, les institutions de l'Etat si vulnérables, que l'ONU a mis sur pied une commission internationale contre l'impunité au Guatemala, dotée de 150 enquêteurs chargés de combattre les "groupes illégaux".

Difficile toutefois de combattre des "illégaux" lorsque tout s'emmêle, les képis des officiers et les masques des assassins. L'Etat profond est enkysté au cœur des institutions et il frappe qui il veut, quand il veut. Fin mars, ses hommes de main s'en sont pris à Gladys Monteroso, "professeur de droit dans un Etat sans loi", écrit le Washington Post. Des hommes de main l'ont enlevée, menacée, brutalisée, droguée et puis jetée dans un parc.

*Extrait de la chronique Enjeux de JP. Marthoz
dans Le Soir du 26 mai 2009*

Gare aux "maras"

Les "maras" sont des bandes qui répondent à la violence de la société contre les jeunes. Elles existaient au Guatemala depuis longtemps et se comportaient violemment. Mais, dans les années 90, elles ont renforcé leur organisation quand près de 200.000 personnes furent déportées des Etats-Unis et rapatriées dans les pays d'origine. Beaucoup de ces jeunes renvoyés par la force au Guatemala, au Honduras ou au Salvador, faisaient partie de gangs qui s'étaient organisés dans les années 70 et 80 dans les quartiers populaires de Los Angeles. Ils prétendaient défendre les migrants centre-américains contre ceux venus d'autres régions. Ils se faisaient aussi la guerre entre eux. Ce sont donc des bandes formées sur le modèle nord-américain qui s'exportèrent en Amérique centrale. Les principales d'entre elles, les Salvatruchas et la "dix huit", réussirent en peu d'années à dominer les "maras" préexistantes et à prendre avec force violence le contrôle de tout le territoire.

Les estimations du nombre de "mareros" varient entre 100.000 et 350.000. Les moyens de communication de masse des classes dominantes leur attribuent la responsabilité de tous les maux de la société. Il est certain que beaucoup de jeunes sont violents, commettent des extorsions, des vols et des homicides. Mais on ne dit pas qu'ils le font souvent en collaboration avec des policiers, des narcotraficants ou des partis de droite !

Ne pas confondre

L'opinion publique et les forces de sécurité ne font pas la distinction entre "maras" et groupes de jeunes de la rue. Pourtant leur culture, leur organisation et leur fonction sont très différentes. Le groupe de la rue a des fonctions semblables à celles de la famille : répondre aux nécessités de base comme l'alimentation, la santé, la protection et l'éducation. Les groupes de la rue ont une organisation de type anarchique, sans chefs reconnus et sans hiérarchie. "Ici" – disent souvent les filles et les garçons des rues – chacun se commande à soi-même. Ils ne cherchent pas l'autonomie par rapport aux adultes parce qu'ils sont déjà indépendants et ont rompu les liens de soumission. Ils ne cherchent pas une identité parce qu'ils l'ont déjà. Ils sont filles et garçons des rues et ne donnent pas de nom à leurs groupes. Ils se désignent du nom du lieu où ils vivent : le groupe de la Bolivar, le groupe du parc Central, etc. Il n'y a pas de tatouage spécifique au groupe. En un mot, les jeunes filles et garçons de la rue ne sont pas en guerre avec la société.

Malgré cela, la politique des gouvernements est presque uniquement répressive. Il n'y a pas de volonté de lutter contre les causes de l'exclusion qui sont à l'origine des groupes de la rue. Encore moins d'offrir une éducation de qualité et un travail digne aux jeunes des classes opprimées.

*Extrait du bulletin du réseau italien
traduit par Jacqueline Englebert.*

LE 3 AOÛT : DES MENACES DE MORT !!!

Des coups de fil (venus des prisons ?) réclamaient 10.000 quetzals à l'administratrice du Mojoca. En cas de refus, "ils" menaçaient de la tuer. Et après elle, Glenda, Mirna, Sara, Naty et "el viejo".

Mesures d'urgence et refus total de répondre, y compris, comme le suggérait la police, de tendre un piège. On imagine la peur que ces menaces ont provoquée et le contrecoup sur toutes les activités !

Dans l'épreuve, certains liens se renforcent. Mais d'autres craquent. Le calme semble heureusement revenu, mais l'administratrice (excellente) a donné sa démission. Une perle à remplacer dans l'urgence. Pas facile !

P.-S. : Plus de détails dans la "lettre de la rue" d'août. Envoi sur simple demande.